



# L'ÉVÉNEMENT

## Le changement de réglementation pourrait provoquer une restructuration du secteur

KEREN LENTSCHNER  
@Klentschner

Alors que le remboursement à 100 % des téléconsultations prend fin ce vendredi, pas question pour les poids lourds du secteur de céder à la panique. Tous minimisent ce changement auquel ils se préparaient depuis plusieurs mois. « Nous n'anticipons pas de baisse de volume, car la demande des patients reste forte et la téléconsultation a prouvé son utilité pour faciliter l'accès aux soins, estime Thierry Olivier, directeur général de Qare, qui revendique la première place du secteur. Ce sera à nous de guider les patients qui s'étaient habitués à ne pas payer. »

« Les patients sont désormais à l'aise avec ce type de prise en charge, renchérit Nathaniel Bern, PDG de Medadom, qui a installé 2500 bornes et cabines dans l'Hexagone, essentiellement dans les pharmacies. Ceux qui ont l'habitude d'y avoir recours seront prêts à payer le ticket modérateur (ou reste à charge, NDLR). Ceux qui n'ont jamais essayé pourraient être plus frileux d'avancer les frais. Mais ce serait illusoire de penser que la fin du remboursement à 100 % va freiner l'activité. »

Sur le million de téléconsultations opérées chaque mois en France, environ les trois quarts sont réalisées par des médecins traitants. « C'est le quart restant qui pourrait être impacté par la fin du remboursement à 100 %, ces patients se retrouvant en dehors du parcours de soins », explique Jean-Pascal Piermé, président de l'association professionnelle Les En-

treprises de télémedecine (LET).

### Deux années fastes

En deux ans, le secteur s'est profondément transformé, passant de 30 000 téléconsultations mensuelles avant la pandémie de Covid-19 à 1,5 million aujourd'hui. Selon le LET, 1,5 milliard d'euros a été investi dans le secteur. Le nombre d'entreprises a également explosé. Il avoisine aujourd'hui les 400, avec une trentaine d'acteurs principaux. « Les plus petits acteurs risquent d'être fragilisés, estime Jean-Pascal Piermé. Car pour passer des accords avec les principales mutuelles qui avanceront les frais, il faudra des ressources financières importantes. Sans parler du niveau technique et organisationnel qui pourrait désormais être requis pour obtenir les agréments exigés par l'État. Seuls ceux qui réalisent des volumes conséquents résisteront. Nous sommes à

l'aube d'une restructuration du secteur. »

Car le PLFSS prévoit d'introduire un nouveau statut d'opérateur de santé numérique pour les plateformes de téléconsultation. « Cela permet de clarifier le cadre de notre pratique et de la professionnaliser en exigeant un certain niveau d'éthique et de qualité », commente Nathaniel Bern. Les poids lourds du secteur y voient un moyen de renforcer la confiance des patients et des pouvoirs publics après les abus qui ont pu être constatés sur certaines plateformes.

Toutefois, tous regrettent que la pratique des médecins soit plafonnée à 20 % de leur temps d'exercice. Y compris pour les retraités. « En période de pénurie,

ce n'est pas acceptable », estime Olivier Thierry. Enfin, ils espèrent que l'idée de recourir à la téléconsultation pour désengorger les urgences, évoquée dans le rapport de la « mission flash » de François Vraun, ne restera pas lettre morte. À l'entrée des urgences de l'hôpital de Montfermeil, la cabine de Medadom réalise jusqu'à une dizaine de téléconsultations par jour. Ce dispositif pourrait bientôt être répliqué dans d'autres hôpitaux français. ■